

Départs massifs des Burundais (page 3)

A quand la fin de cette hémorragie ?



Seule une politique priorisant l'intérêt national sur les gains d'un petit cercle politique, permettra de stabiliser la population et de redonner confiance à la jeunesse burundaise en son propre pays.

ECONOMIE	GENRE	GENRE
Gestion de l'inflation PARCEM demande plus de transparence à la BRB (page 2)	Gestion des catastrophes Des organisations féminines formées à l'intégration du genre (page 4)	Droit de la femme La femme burundaise au cœur de la justice : entre espoir et défis (page 4)

Editorial

L'accès à l'énergie laisse à désirer au Burundi



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

Selon les statistiques fournies par le ministère en charge de l'énergie, le taux d'accès à l'énergie est estimé à 20%.

Ce taux est quatre fois inférieur à la moyenne de 51% de l'Afrique Subsaharienne. Sur ce, on observe des variations importantes en ce qui concerne l'accès à l'électricité avec un taux d'accès allant jusqu'à 60% dans la ville de Bujumbura et seulement à 2% dans les provinces rurales.

La quantité d'énergie disponible est estimée à 200 MW sur autour de 1700 MW nécessaires pour faciliter le développement de grands projets

tels que la construction du chemin de fer, l'exploitation du nickel, etc.

Le pire est que même l'énergie disponible n'est pas consommée, car le réseau électrique installé est dans un état de vétusté inouï.

A cela s'ajoute le manque de lignes de transport électrique suffisantes. Le budget nécessaire pour booster le niveau d'accès à l'énergie est estimé à 4,7 milliards de dollars.

Si le Burundi souhaite alors accélérer son développement, la mobilisation de cette somme est alors urgente.

La raison est que sans énergie suffisante, le développement n'est pas possible. Déjà les industriels se lamentent du fait qu'ils ont du mal à trouver de l'énergie suffisante pour faire tourner leurs sociétés.

Certains opérateurs économiques font recours aux groupes électrogènes (générateurs) qui utilisent le carburant pour faire fonctionner leurs usines. Pourtant, se procurer ce produit au prix officiel dans le pays est un casse-tête. Dans la campagne, seuls 2% de la population ont accès à l'énergie.

Dans ce contexte, les secteurs tels que l'éducation, la santé, la

transformation agroalimentaire, etc. sont affectés malgré les efforts fournis par le gouvernement et ses partenaires au développement tels que la Banque Mondiale à travers le projet Soleil Nyakiriza.

Beaucoup d'écoles et de structures sanitaires ne sont pas encore connectées à l'énergie. Les jeunes qui devraient développer leurs talents en initiant des activités génératrices de revenus qui nécessitent de l'énergie restent les bras croisés.

Tout cela montre que des efforts non négligeables restent à fournir dans le secteur de l'énergie pour gagner le pari.

ECONOMIE

Gestion de l'inflation

PARCEM demande plus de transparence à la BRB

Faustin Ndikumana, directeur national de Parole et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (PARCEM), a analysé le rapport de politique monétaire du quatrième trimestre 2025 publié par la Banque de la République du Burundi (BRB). Lors d'une conférence de presse tenue le 6 mars 2026, il a exprimé ses inquiétudes face à l'inflation élevée au Burundi et a appelé la banque centrale à renforcer la transparence dans la gestion des devises et de la politique monétaire.

Au cours de sa rencontre avec les médias, Faustin Ndikumana a rappelé que la mission principale de la Banque centrale consiste à veiller à la stabilité des prix tout en favorisant les conditions nécessaires à l'augmentation de la production nationale. Selon lui, pour éviter une hausse excessive des prix, il est essentiel d'empêcher une circulation excessive de la monnaie sans contrepartie réelle dans l'économie. Parallèlement, l'augmentation de la production nécessite des investissements et l'existence d'un environnement favorable aux producteurs.

Il explique que la Banque centrale doit maintenir un équilibre entre la quantité de monnaie injectée dans l'économie et la capacité de production du pays. « L'argent qui entre dans l'économie doit contribuer à accroître la production. Sans cet équilibre, les effets peuvent être négatifs », a-t-il indiqué.



Faustin Ndikumana indique que le Burundi reste le pays de la sous-région affichant le niveau d'inflation le plus élevé.

Le rôle du taux directeur est important, mais...

M. Ndikumana a également évoqué l'impact du taux directeur fixé par la Banque centrale. Selon lui, lorsque la BRB augmente ce taux, les banques commerciales ont tendance à relever leurs taux d'intérêt. Ce qui rend les crédits plus coûteux et limite l'accès aux prêts. A l'inverse, une baisse du taux directeur peut encourager les banques à accorder des crédits à des taux plus bas. Cependant, M. Ndikumana souligne que la baisse du taux directeur ne suffit pas à elle seule à stimuler la production. « On ne peut pas espérer une augmentation de la production sans électricité suffisante, sans routes praticables, sans carburant ou encore sans accès à Internet. L'environnement des affaires doit être favorable pour que les investissements prospèrent », a-t-il expliqué.

Se référant au dernier rapport de la BRB, Faustin Ndikumana a indiqué que le Burundi reste le pays de la sous-région affichant le taux d'inflation le plus élevé, estimé à environ 21,7 %. Selon lui, une inflation qui dépasse le seuil de 10 % est le signe d'une économie en difficulté. « Quand l'inflation ne descend pas en dessous de 10 %, cela signifie que l'économie est malade et que la population fait face à de grandes difficultés économiques », a-t-il affirmé.

Le directeur national de PARCEM s'est également inquiété du recours du gouvernement aux avances de la Banque centrale tout en évoquant une augmentation de la dette publique estimée à 16 %. Il estime que ce mécanisme peut fragiliser l'économie. Selon lui, injecter de l'argent dans l'économie sans une production correspondante revient à affaiblir la valeur de la monnaie. « L'économie ne repose pas sur la quantité de billets imprimés,

mais sur la production et sur les personnes qui travaillent », a-t-il souligné.

Le responsable de PARCEM a également évoqué la forte différence entre le taux de change officiel et celui pratiqué sur le

marché parallèle. Ce dernier serait presque deux fois plus élevé que le taux officiel. Il affirme que plus de 70 % des importations seraient aujourd'hui réalisées grâce au marché parallèle. Ce qui montre, selon lui, l'importance de ce circuit dans le fonctionnement de l'économie burundaise.

La Banque centrale appelée à privilégier la transparence

M. Ndikumana appelle la BRB à renforcer la transparence dans la gestion des devises. Il demande notamment la publication de l'historique du rapatriement des devises et des contrats y relatifs afin que la population puisse comprendre comment ces ressources sont utilisées. Il a également demandé plus de clarté en ce qui concerne l'utilisation des devises destinées à l'importation des produits stratégiques.

L'activiste s'interroge notamment sur les importations de carburant. Selon lui, alors que la BRB indique que les dépenses pour l'importation des produits pétroliers ont augmenté de 72 %, mais la pénurie de carburant persiste dans le pays. Face à cette situation, il appelle la Cour des comptes du Burundi et l'Inspection Générale de l'Etat à mener des investigations afin d'éclairer l'opinion publique.

Pour PARCEM, la Banque centrale doit exercer ses fonctions de manière indépendante et professionnelle, tout en restant redevable devant les institutions de contrôle et la population. Faustin Ndikumana espère que le prochain rapport de politique monétaire apportera davantage de transparence. Une attente largement partagée, selon lui, par les Burundais.

Gilbert Nkurunziza



C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 27 Février 2026		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2954	3002
Euro	3489	3545
Shi. Kenyan	22.9056	23.2751
Shi. Tanzanien	1.1578	1.1765
Shi. Ougandais	0.8208	0.8340
Fr Rwandais	2.0239	2.0565

Migrations : Le nouveau visage du quotidien burundais

Ces dernières années, un phénomène inquiétant gagne du terrain au Burundi. Des jeunes au chômage, des fonctionnaires, des travailleurs du secteur privé, des hommes, des femmes, des familles, toutes catégories confondues, quittent le pays à la recherche de l'emploi dans d'autres pays. Pour certains, cela est dû au manque d'attachement à leur pays, mais pour beaucoup d'autres, cette situation révèle les maux profonds qui rongent le Burundi comme la pauvreté, le chômage et un coût de la vie devenu insoutenable.

Le cas le plus récent date du 16 février 2026. L'Ambassade du Burundi à Rome a annoncé la volonté de l'Université Auge de lancer un programme de mobilité professionnelle pour les jeunes Burundais. Ce programme offrira des cours d'italien gratuits en ligne qui seront suivis d'un emploi immédiat en Italie. Certains ont commencé à hésiter, pensant qu'il s'agit d'une arnaque. Pour eux, c'était peut-être trop beau pour être vrai. Mais d'autres, sans trop attendre et parfois sans trop y réfléchir, ont postulé massivement à cette offre. En seulement une semaine, 4 000 jeunes s'étaient déjà fait inscrire.

Le 23 février 2026, le ministère burundais des Affaires étrangères a annoncé que ladite université a suspendu les inscriptions pour ces bourses à cause d'un nombre élevé de demandeurs. Toutefois, elle a promis de communiquer la relance de ce programme en cas de besoin.

Les jeunes, au sommet des plus pressés

La question que plus d'un s'est posée c'est de savoir si c'est la soif d'apprendre l'italien ou l'emploi en Italie ou bien les deux qui a poussé ces jeunes à s'inscrire massivement. « Un emploi en Italie bien sûr », répond sans hésiter T.N., un jeune diplômé vivant à Bujumbura. Comme il le raconte, il a eu vent de cette opportunité de la part d'un ami à lui qui lui a dit, sans trop de détails, que c'est une opportunité d'aller vivre en Italie. Lui et son ami se sont précipités pour compléter le formulaire avec moult difficultés, mais ils ont fini par le soumettre. « Ce n'est qu'après l'inscription que j'ai su de quoi il s'agissait réellement », rigole-t-il. Pour lui, l'essentiel est qu'il se soit fait inscrire, « le reste, je vais gérer après », dit-il.

Une chose est sûre, il n'était pas le seul à être intéressé beaucoup plus par cette migration. Selon lui, aujourd'hui, le grand rêve de la plupart des jeunes burundais est de sortir du pays, peu importe la destination. Car, selon lui, « pour le Burundi, l'avenir est flou ». Et d'ajouter que la plupart des jeunes restent toujours au Burundi par manque d'opportunité de partir, et non pas parce que c'est ce qu'ils souhaitent.

L'ampleur devient de plus en plus inquiétante

Cette opportunité d'emploi à l'étranger n'est pas la première à attirer la jeunesse burundaise. Ces dernières années, les jeunes burundais sont nombreux à aller chercher de l'emploi dans des pays africains comme le Malawi, la Zambie, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Soudan du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, etc. Les femmes et les filles burundaises se

dirigent en grande partie vers des pays comme le sultanat d'Oman et l'Arabie Saoudite. Comment oublier le courant Serbie qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive en 2022 ? Des personnes vendaient leurs biens, d'autres contractaient des crédits pour partir en Europe soit en solo, soit en famille. La Serbie a dû prendre la mesure d'exiger un visa pour les Burundais disposant d'un passeport ordinaire. Les pays du Golfe sont par après venus s'ajouter à ces pays comme principale destination des jeunes Burundais avec cette fois-ci une ampleur inquiétante. « Dubaï » est d'actualité. On en parle partout. Les jeunes y vont, ceux d'un âge avancé y vont, les chômeurs, les fonctionnaires, les employés dans le secteur privé, etc. Entretemps, les migrations vers d'autres pays comme le Canada, la France, la Belgique, les États-Unis, etc., continuent. Les nouvelles destinations ne viennent que s'ajouter qu'à celles déjà existantes.

La situation actuelle est devenue alarmante. Le ministère de l'Education compte plus de 1 800 éducateurs qui ont abandonné leurs postes, des médecins partent prestre là où ils touchent un peu plus, des banquiers, des infirmiers, des employés de tous les secteurs confondus. Pour bien comprendre l'ampleur de la chose, les avis et les communiqués à la RTNB en disent long. Chaque jour, il y a environ une dizaine de minutes dédiées aux communiqués d'employeurs recherchant leurs employés qui sont partis sans un au revoir.

« Les maux profonds qui rongent le Burundi »

Selon le sociologue Patrice Sabuguheba, les dynamiques actuelles de départ massif révèlent les maux profonds qui rongent le Burundi : la pauvreté, le chômage et un coût de la vie devenu insoutenable. « Pour comprendre pourquoi tant de Burundais cherchent à quitter leur patrie, il suffit d'observer l'érosion constante de la valeur du franc burundais depuis les années 1970. Cette dépréciation monétaire a entraîné une flambée des prix qui rend le quotidien invivable », dit-il.

Vianney Ndayisaba, coordinateur d'ALUCHOTO, explique qu'une personne vivant modestement au Burundi n'aurait aujourd'hui besoin de pas moins de 2,5 millions



Le sociologue Patrice Sabuguheba : « Les dynamiques actuelles de départ massif révèlent les maux profonds qui rongent le Burundi : la pauvreté, le chômage et un coût de la vie devenu insoutenable ».

de FBu comme budget mensuel. Or, la quasi-totalité des fonctionnaires sont loin d'atteindre un tel niveau de rémunération. « Si tu ne voles pas, comment peux-tu espérer continuer à servir l'État dans un contexte pareil ? », s'interroge-t-il. Pour lui, c'est ce désespoir financier qui pousse les citoyens burundais à migrer vers ailleurs où beaucoup acceptent des travaux pénibles comme porter des fardeaux ou couper du bois malgré leurs diplômes universitaires. « Ce n'est ni de la paresse, ni de la haine pour le pays, mais une quête de dignité, car un pays n'est beau que lorsqu'on a de quoi manger », fait-il savoir.

Comme l'explique Ndayisaba, autrefois les migrations ne concernaient que les chômeurs. Aujourd'hui, elles emportent aussi les fonctionnaires en poste qui fuient la faim et la dégradation de leurs conditions de travail. Pour Sabuguheba, les conditions de travail ne se limitent pas seulement au salaire perçu, mais englobent l'environnement professionnel. Il donne l'exemple des moyens de déplacement. Comme il le dit, autrefois, l'employeur assurait le transport du personnel mais, aujourd'hui, les indemnités de déplacement accordées par l'Etat aux fonctionnaires sont devenues insignifiantes face à l'explosion des tarifs du transport. « Un enseignant arrivant toujours à son poste trempé par la pluie faute de moyens de déplacement ne peut

transmettre son savoir avec sérénité et motivation. Il suffit seulement qu'il trouve une brèche, et il il part sans hésiter », dit-il.

Le chômage au cœur de la migration

Pour Ndayisaba, le chômage a brisé l'espoir des jeunes diplômés. « Le pays ne connaît pas de guerre, la paix est là, mais c'est l'absence d'avenir net qui est en train de pousser les forces vives à fuir le pays », déplore-t-il. Comme l'explique Sabuguheba, dans les années 1990, il y avait des facultés dont il était difficile pour les lauréats de manquer un emploi. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La situation a évolué vers l'introduction de la « Main-d'œuvre » qui était un espace où on enregistrait les détenteurs des différents diplômes en quête d'emploi. Cela facilitait le recensement des personnes en quête d'emploi et de leur qualification, mais aussi de leur trouver un emploi. « Aujourd'hui, même les docteurs et les techniciens hautement qualifiés se retrouvent sans emploi. Ce qui est grave c'est que même l'Etat ne dispose pas de statistiques des Burundais sans emploi ni de leurs qualifications », regrette-t-il.

Les conséquences sont alarmantes

Cette situation n'est pas sans

conséquences néfastes sur l'avenir du pays. Pour Sabuguheba, l'Etat est en train de perdre son intelligence et son investissement éducatif sans même s'en rendre compte. Il est contre l'idée qui dit que ces départs vont céder la place aux autres demandeurs d'emploi. « Remplacer un professeur d'université expérimenté ayant accumulé des années de recherche par un jeune diplômé resté inactif pendant trois ans est une illusion. Ce n'est qu'hypothéquer l'avenir des apprenants et donc du pays », regrette-t-il.

Au-delà de l'économie, Sabuguheba note un autre point important : c'est le tissu social qui se déchire. Des familles se brisent lorsque des pères partent clandestinement, laissant femmes et enfants dans une précarité totale, sans garantie de réussite à l'étranger.

De plus, ces départs désordonnés ternissent l'image du Burundi à l'international, car une fois arrivés à destination, ces migrants se déclarent souvent comme réfugiés politiques pour obtenir des papiers faute de pouvoir justifier leur situation purement économique. « Un pays incapable de retenir ses propres enfants finit par perdre sa crédibilité sur la scène mondiale », trouve Ndayisaba.

Des pistes de solution ?

Pour Sabuguheba, les migrations en soi ne sont pas mauvaises ; l'important c'est la façon dont elles s'opèrent. D'ailleurs, selon lui, certains pays s'appuient sur leur diaspora pour se développer. Ce qui est difficile pour le cas du Burundi. « Cela aurait été possible si c'était le gouvernement qui les envoyait chercher de l'emploi et qui suivait de près leur quotidien comme un bon père de famille. Malheureusement, les Burundais partent souvent "sans bénédiction" de leur pays alors que c'est cette bénédiction qui les rendrait redevables envers le pays », regrette-t-il.

Pour sortir de cette impasse, il suggère la collaboration des ministères de l'Education, de la Fonction publique et des Relations extérieures pour créer un cadre légal purement gouvernemental permettant aux Burundais de chercher du travail à l'étranger de manière organisée. Il trouve paradoxal que le gouvernement appelle les Burundais à travailler pour le pays et autorise des agences qui sensibilisent ces Burundais à aller chercher de l'emploi ailleurs. « On ne devrait pas laisser partir que le surplus de main-d'œuvre non utilisé localement, car de ces forces et de cette intelligence qui sont en train de partir, on en a suffisamment besoin », ajoute-t-il.

De son côté, Ndayisaba appelle à une mobilisation de toutes les parties prenantes pour créer des stratégies d'emploi réelles. Cela passe par l'amélioration du climat des affaires et une lutte sérieuse contre la corruption. Il dénonce certains dirigeants qui bloquent des investissements capables de créer des milliers d'emplois simplement parce qu'ils n'ont pas obtenu les pots-de-vin réclamés. Pour lui, seule une politique priorisant l'intérêt national sur les gains d'un petit cercle politique, permettra de stabiliser la population et de redonner confiance à la jeunesse burundaise en son propre pays.

Florence Inyabuntu



Le gouvernement est en train de perdre son intelligence et son investissement éducatif sans même s'en rendre compte.

Gestion des catastrophes

Des organisations féminines formées à l'intégration du genre

A l'initiative d'ONU Femmes Burundi, différentes organisations féminines ont pris part, mercredi 11 mars 2026 à Bujumbura, à un atelier de renforcement des capacités consacré à l'intégration de la dimension genre dans la programmation humanitaire et la gestion des catastrophes. Cette rencontre visait à mieux outiller ces organisations afin qu'elles prennent en compte les spécificités liées au genre lors de la planification et de la mise en œuvre des interventions en situation d'urgence.

Au cours de l'atelier, plusieurs exposés ont été présentés sur l'importance d'intégrer la dimension genre à toutes les étapes du cycle d'un programme humanitaire. Les intervenants ont insisté sur la nécessité d'identifier les besoins différenciés des populations affectées afin d'apporter des réponses plus adaptées et plus efficaces. Intervenant lors de cette session, Doma Dieudonné, Programme Analyst chargé des questions humanitaires et de la réduction des risques de catastrophes à ONU Femmes, a souligné que la prise en compte du genre constitue un élément central dans toute réponse humanitaire. Selon lui, l'intégration des considérations liées au genre et à l'âge dès les premières phases permet de mieux comprendre la situation avant et pendant une crise.

Il a expliqué que cette approche contribue à identifier plus



Les intervenants ont rappelé que les inégalités entre les sexes existent déjà avant les crises et qu'elles peuvent s'aggraver lors des situations d'urgence.

précisément les besoins et les priorités des populations touchées afin d'y répondre de manière ciblée. Elle permet également de s'assurer que toutes les personnes affectées par une crise ou un choc soient reconnues et que l'ensemble de leurs vulnérabilités soit pris en compte. Pour Doma Dieudonné, l'intégration du genre favorise ainsi la conception d'interventions humanitaires plus inclusives et plus efficaces.

Les participants ont également échangé sur les raisons qui rendent essentielle la promotion de l'égalité des genres dans l'action

humanitaire. Les intervenants ont rappelé que les inégalités entre les sexes existent déjà avant les crises et qu'elles peuvent s'aggraver lors des situations d'urgence. Femmes, hommes, filles et garçons vivent en effet différemment les conséquences d'une catastrophe et disposent de besoins, de points de vue et de capacités distincts. Les contextes d'urgence peuvent cependant offrir des opportunités pour promouvoir davantage l'égalité entre les sexes.

Tout le monde est vulnérable

Les présentations ont aussi mis

en lumière les vulnérabilités spécifiques auxquelles font face différentes catégories de la population lors d'une crise. Les hommes peuvent par exemple subir la perte de leur rôle traditionnel de pourvoyeur ou de protecteur du ménage et être amenés à assumer des responsabilités inhabituelles. Les garçons peuvent être exposés au risque de recrutement forcé par des groupes armés dans certains contextes de conflit.

Les femmes, quant à elles, peuvent se retrouver à la tête des ménages et assumer la prise en charge des enfants, des orphelins, des

malades, des personnes âgées ou handicapées, souvent avec un accès limité aux services de base et aux activités génératrices de revenus. Elles sont également davantage exposées aux violences et à l'exploitation sexuelles. Les filles peuvent, de leur côté, faire face à des obstacles à l'accès à l'éducation, à des mariages précoces ou à des grossesses non désirées, tout en étant exposées à des risques d'abus et d'exploitation.

Les intervenants ont insisté sur l'importance de réaliser une analyse sensible au genre lors des crises. Cette analyse consiste notamment à examiner les relations entre hommes, femmes, filles et garçons avant et pendant la crise, à identifier qui est affecté et de quelle manière, et à collecter des données désagrégées par sexe et par âge. Elle permet également de comprendre qui a accès aux ressources, aux biens et aux services, qui détient le pouvoir de décision et quels obstacles empêchent certaines personnes d'accéder à l'assistance.

Enfin, l'atelier a souligné l'importance de la désagrégation des données dans l'action humanitaire. Cette pratique permet de mieux comprendre comment les femmes, les hommes, les filles et les garçons sont affectés différemment par une crise, d'identifier leurs besoins spécifiques et d'adapter les programmes d'intervention en conséquence. Elle aide également à déterminer quelles catégories de la population bénéficient réellement de l'assistance fournie.

Gilbert Nkurunziza

GENRE

La femme burundaise au cœur de la justice : entre espoir et défis

La femme burundaise joue un grand rôle dans la promotion des droits et de la justice pour tous. Malgré pas mal de défis, dont la tradition burundaise qui réduit souvent sa voix au silence face à celle des hommes, le Forum national des femmes se réjouit des progrès enregistrés.

Le Burundi s'est joint au monde entier pour célébrer la Journée internationale des droits de la femme, ce lundi 9 mars 2026, dans la province de Gitega. Le thème choisi pour cette année était : « Le rôle de la femme dans la promotion des droits et de la justice pour tous ». Ce thème est très important car il définit la femme comme une actrice centrale qui aide à régler les problèmes de la société et de la justice, et non plus comme une simple victime.

Madeleine Bamwizere, la vice-présidente du Forum national des femmes, a salué les avancées significatives enregistrées dans ce domaine. Elle a expliqué qu'aujourd'hui l'Etat accorde aujourd'hui une grande confiance aux femmes en les nommant à des postes stratégiques de prise de décision ce qui était rare au paravant.

Les chiffres donnés par la CNDIH montrent bien cette réalité. Aujourd'hui, les postes politiques sont occupés de la manière suivante: au Sénat, les femmes représentent



Malgré ces avancées, les défis persistent et le chemin est encore long en matière du respect des droits de la femme. (Photo:RTNB)

46,15 %. A l'Assemblée Nationale, sur 111 députés, 43 sont des femmes, soit 38,8 %. Au gouvernement, on compte 3 ministres femmes sur 15,

soit 20 %. Dans l'administration des communes, 13 administrateurs sur 42 sont des femmes, soit 30,9 %. Enfin, au niveau des provinces, on

compte une femme gouverneure sur les 5 postes actuels, ce qui fait 25 %.

La tradition, une barrière

Malgré ces avancées, les défis persistent et le chemin est encore long en matière du respect des droits de la femme. Même s'il existe beaucoup d'associations qui luttent pour les droits de la femme, nombreuses femmes burundaises ignorent encore leurs droits et ne savent pas comment les faire valoir. Cela fait que certaines femmes aient l'impression de ne pas être traitées de façon équitable surtout en matière de la justice.

Dans son discours, le Président de la République a reconnu ces difficultés et selon lui, cela vient des traditions qui sont très ancrées dans la société, ce qui rend les changements difficiles et lents. Sur ce point, le chef de l'Etat a été clair : ces mentalités doivent être bannies car le Burundi est entré dans une nouvelle ère. Il a annoncé que le ministère de la Justice organise actuellement des rencontres avec les citoyens pour discuter des réformes à venir et trouver un terrain d'entente.

Il a invité toutes les femmes burundaises à continuer de se battre pour la justice et le respect des droits humains. Il les a encouragées à s'engager partout où elles se trouvent, que ce soit au travail ou à la maison.

Florence Inyabuntu



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

